



Réforme des retraites

mercredi 17 mars 2021, par [Bariaud](#)

RETRAITÉ·ES, CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE

RÉFORME DES RETRAITES

Ensemble, ne nous laissons pas manipuler par le gouvernement et les fonds de pensions.

Depuis 2018, malgré le matraquage de leurs grands médias, Macron, MEDEF, assureur·ses et fonds spéculatifs n'ont pas réussi à briser la résistance des salarié·es français et leur attachement à leur système de retraite solidaire par répartition, pilier essentiel de notre Sécurité Sociale.



Toutes les roueries auront été utilisées par le pouvoir : désinformation, mensonges, manipulation des chiffres du COR, emploi de ministres englués dans des conflits d'intérêts, refus total d'envisager d'autres pistes que le système à points, aide active de certain·es « partenaires sociaux » comme en témoigne, le lamentable épisode de « l'âge pivot ! ».

Hanté par la peur d'une mobilisation massive des étudiant·es, le gouvernement joue la division entre les générations ; suggérant aux jeunes qu'ils et elles n'auraient pas d'espoir de retraite décente, essayant de les dresser contre les retraité·es actuels qui eux ou elles, profiteraient d'opulentes retraites. A ce titre, ses communicant·es recyclent le slogan étranger « O.K. Boomer ! » particulièrement méprisant. Grâce à leur maîtrise des réseaux sociaux, les jeunes ne sont pas tombés dans le piège.

En réponse aux grèves contre sa réforme, le gouvernement fait pleuvoir retenues sur salaires et procédures judiciaires à l'encontre des militant·es. La manipulation de black-blocks violents lui donne prétexte à déclencher une répression inouïe, celle qui frappe terriblement les travailleur·ses et les gilets jaunes, qui défendent leurs emplois et conditions de vie.

Malgré cet arsenal répressif et législatif (réforme passée au 4/3 à l'AN), à l'âge du chacun pour soi,

l'immense majorité des Français·es restent attaché·s à notre système par répartition – solidaire – intergénérationnel. Système qui, malgré toutes les attaques subies, est le seul à nous garder dans la dignité en nous préservant d'une vieillesse misérable, quels que soient nos moyens.

Garantir la vieille politique de casse sociale montre ses limites !

L'épidémie Covid-19 a révélé l'état réel de notre système de santé : hôpitaux engorgés, établissements de santé de recherche démantelés et appareils, capacités de production pharmaceutiques défectives, scandales et conflits d'intérêts.

Devant les manques en personnel, étudiant·es et travailleur·ses sociaux sont venus épauler les services hospitaliers et les personnel·es AP surchargés. Ainsi ont-ils/elles pu mesurer la détresse provoquée par la politique de casse intertemporelle du service public. Comment trouver espoir de rentrer dans la vie active dans ces conditions ?

Saisie comme on s'empare d'une malade, la « loi d'urgence sanitaire » permet au « conseil de défense » de gouverner en secret, par la peur, en réduisant salarié·es et étudiant·es au silence. Voir libre pour continuer la politique de régression : réforme des retraites passée au Sénat le 14/11/20 pendant le confinement ! Suppression de lits d'hospitalisation, arrêt de services universitaires, attaques aux libertés...

Le gouvernement a raison de craindre une entrée massive des étudiant·es dans le front contre ses réformes. Le « vote de mobilisation étudiant » est profond. Ils et elles l'ont exprimé haut et fort, le 20 janvier 2021 partout en France. Y compris à Saclay, où ils et elles étaient tenus à distance.

Ce jour-là, devant un parterre d'étudiant·es très sûr, le voile d'indignité se levait. J. de Paris-Saclay, au terme d'une réunion médiatique, le Président, leur a dit entre autres : « que la nation devra se souvenir de l'affaire qu'elle a demandé à sa jeunesse [...] en pensant au compte à rebours « jeunesse » ainsi les grands chefs de la Nation [...] en essayant de nous laisser un fardeau un peu moins grand en dette COVID et climatique... »

Peut-être en leur disant un ou deux points de bonus « retraite » après l'âge pivot ?

Hervé TRULLARD, LFR



23

La Libre 17-2021 - mars 2021

Ensemble, ne nous laissons pas manipuler par le gouvernement et les fonds de pensions.

Depuis 2018, malgré le matraquage de leurs grands médias, Macron, MEDEF, assureur·ses et fonds spéculatifs n'ont pas réussi à briser la résistance des salarié·es français et leur attachement à leur système de retraite solidaire par répartition, pilier essentiel de notre Sécurité Sociale.

Toutes les roueries auront été utilisées par le pouvoir : désinformation, mensonges, manipulation des chiffres du COR, emploi de ministres englués dans des conflits d'intérêts, refus total d'envisager d'autres pistes que le système à points, aide active de certain·es « partenaires sociaux » comme en témoigne, le lamentable épisode de « l'âge pivot ! ».

Hanté par la peur d'une mobilisation massive des étudiant·es, le gouvernement joue la division entre les générations ; suggérant aux jeunes qu'ils et elles n'auraient pas d'espoir de retraite décente, essayant de les dresser contre les retraité·es actuels qui eux ou elles, profiteraient d'opulentes retraites. A ce titre, ses communicant·es recyclent le slogan étranger « O.K. Boomer ! » particulièrement méprisant. Grâce à leur maîtrise des réseaux sociaux, les jeunes ne sont pas tombés dans le piège.

En réponse aux grèves contre sa réforme, le gouvernement fait pleuvoir retenues sur salaires et procédures judiciaires à l'encontre des militant·es. La manipulation de black-blocks violents lui donne prétexte à déclencher une répression inouïe, celle qui frappe terriblement les travailleur·ses et les gilets

jaunes, qui défendent leurs emplois et conditions de vie.

Malgré cet arsenal répressif et législatif (réforme passée au 49/3 à l'AN), à l'égoïsme du chacun·e pour soi, l'immense majorité des Français·es restent attachés à notre système par répartition - solidaire - intergénérationnel. Système qui, malgré toutes les attaques subies, est le seul à nous garder dans la dignité en nous préservant d'une vieillesse misérable, quels que soient nos moyens.

Quand la vieille politique de casse sociale montre ses limites !

L'épidémie Covid-19 a révélé l'état réel de notre système de santé : hôpitaux exsangues, établissements de santé, de recherche démantelés et appauvris, capacités de production pharmaceutiques détruites, scandales et conflits d'intérêts...

Devant les manques en personnels, étudiant·es et travailleur·ses sociaux sont venus épauler les services hospitaliers et les personnels AP surchargés. Ainsi ont-ils/elles pu mesurer la détresse provoquée par la politique de casse ininterrompue du service public. Comment trouver espoir de rentrer dans la vie active dans ces conditions ?

Saisie comme on s'empare d'une muselière, la « loi d'urgence sanitaire » permet au « conseil de défense » de gouverner en secret, par la peur, en réduisant salarié·es et étudiant·es au silence. Voie libre pour continuer la politique de régression : réforme des retraites passée au Sénat le 14/11/20 pendant le confinement ! Suppression de lits d'hospitalisation, arrêt de services universitaires, atteintes aux libertés...

Le gouvernement a raison de craindre une entrée massive des étudiant·es dans le front contre ses réformes. Le malaise du monde étudiant est profond. Ils et elles l'ont exprimé haut et fort, le 20 janvier 2021 partout en France. Y compris à Saclay, où ils et elles étaient tenus à distance.

Ce jour-là, devant un parterre d'étudiant·es triés sur le volet (dont seulement 2 de Paris-Saclay), au terme d'une réunion médiatisée, le Président, leur a dit entre-autres : ... que la nation devra se souvenir de l'effort qu'elle a demandé à sa jeunesse [...] en prenant en compte le choix « jeunesse » dans les grands choix de la Nation [...] en essayant de vous laisser un fardeau un peu moins grand en dette COVID et climatique...

Peut-être en leur donnant un ou deux points de bonus « retraite » après l'âge pivot ?